personnel chargé d'allumer les cierges et les lampes ». (159) *Nazalū ʿalā ḥukmihi* signifie « se rendirent à discrétion, à son bon vouloir » et non « restèrent sous sa juridiction ». (163/145) L.M. n'a pas reconnu le calque de l'expression coranique IX, 29 où les « [chrétiens] soumis payent humblement la *ǧizya* »[1]. (167/8) Al-Mahdī ne commanda point « d'appliquer aux Berbères le butin légal » mais, bien au contraire, que « l'on traitât leurs [biens] comme revenant à toute la communauté (*fayʾ*) ». Les *ʿaṭāʾ*, parfois rendus correctement par « soldes, assignations » (105/85), se transforment (172/52) en « cadeaux ». Il semblerait préférable d'interpréter les *dīnār bi-l-ḥaqq wa-l-ʿadl* de la *ǧibāyat Qurṭuba* (27/27) non pas comme « dinars de poids légal » mais comme « le tribut officiel (*ǧibāya*), [perçu] suivant le droit et l'équité, atteignit... »[2]

Les notes historiographiques indiquent les similitudes ou discordances du texte avec les différents passages d'autres sources se référant aux mêmes sujets. Signalons que les index (noms de personnes, collectivités, géographiques) viennent avant l'étude, au lieu d'être placés à la fin du volume comme il est d'usage. Il est curieux que L.M., qui se donne beaucoup de mal pour essayer de prouver le bien-fondé de ses attributions de telle notice à un auteur plutôt qu'à un autre, consacre de si maigres lignes à l'analyse proprement dite du *Ḏikr*. On peut prendre comme exemple de sa méthode — et de la solidité de ses conclusions — II, p. 142 n. 62. Il y affirme que « puisque Lévi-Provençal n'a pas connu (*sic*) *al-Zahrāt al-manṯūra* (l'édition de M. Makkī est justement basée sur le manuscrit de L.P.) *il faut en déduire* qu'il trouva cette notice dans le *Muqtabas* d'Ibn Ḥayyān »!!

On dispose donc de l'édition et d'une traduction — passable — de ce fragment de compilation maghrébine du XV^e s. tel qu'il nous est parvenu. Ceci est relativement important et mérite d'être signalé. Mais la maigreur étique — pour ne pas dire l'inexistence — de l'étude des quelques rares données nouvelles de ce texte en dit long sur un certain concept de thèse de doctorat d'Université (p. IX-X). Et il serait, hélas, vain d'essayer d'y chercher le moindre « essai d'interprétation de chroniques arabes » comme le portait en sous-titre l'ouvrage de Th. Bianquis : *Damas et la Syrie sous la domination fatimide* (Damas, 1986).

Pedro CHALMETA
(Universidad de Zaragoza)

J. VALLVE, *La división territorial de la España musulmana*. Madrid, C.S.I.C., 1986. 17 × 23,5 cm, 346 p.

L'ouvrage comprend quatre chapitres : I. Le nom d'al-Andalus; II. La description d'al-Andalus; III. La division administrative d'Hispania; IV. La division territoriale de l'Espagne musulmane; suivis d'une courte table des matières.

1. Cf. Cl. Cahen et M. Bravmann, « Coran IX, 29 » in *Arabica* 1962 et 1963.

2. Sur ce problème d'un tribut officiel — le seul comptabilisé et reproduit par les chroniques — parallèle à un autre — extra canonique — plus lourd et généralement escamoté, cf. Chalmeta, « La economia » in *Ha. Gral. España America* III, Madrid, 1988.

BCAI 6 (1989) J. Vallve: La división territorial de la España musulmana, recensé par P. Chalmeta
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Avant qu'un chercheur ou, pis encore, un malheureux étudiant ne se fourvoie et ne s'embourbe dans cette lecture, signalons qu'il s'agit du *digest* et même parfois d'un *reprint* de divers articles de J.V. C'est dire qu'on y retrouvera le condensé des postulats qui, depuis 20 ans, sous-tendent ses publications : 1° tout serait romain; 2° le reste est wisigoth (désignés par le terme *barbar* qui ne s'applique pas aux Berbères comme d'aucuns croyaient ingénument); 3° les Arabes ignorant la géographie n'ont jamais été là où ils disent. *Last but not least*, il est bien près d'être convaincu que « les Arabes n'ont jamais envahi l'Espagne ». Positions lourdes de conséquences et qui « orientent » des conclusions tendant à démontrer une thèse de « continuisme à outrance ».

Qu'on en juge. Convaincu que les impôts se perçoivent d'après le nombre et la catégorie sociale des envahisseurs (et non pas suivant celle des contribuables), il voit dans le Pacte de Tudmīr la preuve de « l'incorporation de nombreux esclaves [dans les troupes de Ṭāriq et Mūsā] *suivant la structure militaire wisigothe* » (p. 190). « D'après le texte d'Ibn al-Qūṭīya on voit clairement la survivance des lois wisigothes... Au milieu du VIII^e s., le régime de la terre continuait à être le même que pendant l'époque wisigothe » (p. 200, 203-204). Toujours dans cette veine, la vieille offense sémitique de raser les cheveux et la barbe de quelqu'un devient typiquement wisigothe (p. 202). Et, sur cette lancée, on se transforme tout doucement en Procuste, pour faire « coller » le texte avec la théorie continuiste et plus particulièrement à la restauration de l'*hospitalitas* des empereurs Arcadius et Honorius, de 398. Ayant transformé 1/3 en 2/3 (en dépit des textes concordants du *Fatḥ al-Andalus*, *Cron. Moro Rasis* et de la majorité des mss de l'*Iḥāṭa*), il retrouve dans les concessions de rente faites aux Syriens le vieux modèle de l'*hospitalitas*... Oubliant que, quand bien même on admettrait cette lecture comme correcte, elle ne saurait s'appliquer à des donations totales effectuées avant la solution d'Abū l-Ḫaṭṭār (p. 195, 197).

L'obsession « wisigothisatrice » conduit à affirmer que le tribut payé par les Damascains, lors de la reddition, a été de tant « par combattant arabe » (sans citer de source) et d'en tirer argument pour assurer que la capitulation de Tudmīr — dont J.V. ignore (p. 187, 285) la version d'al-Rāzī — était également basée sur le nombre des conquérants et non sur celui des vaincus (p. 185, 189, 190). Par contre, J.V. reprend sa conviction déjà exprimée, faisant du *ṣāḥib al-madīna* une pâle copie du *comes civitatis* (p. 183). Oubliant que l'on ne connaît aucun *ṣāḥib al-madīna* chrétien et que le *qumis andalusī* n'était chargé que de la perception des impôts des seuls chrétiens, il « constate (toujours sans référence) que les premiers collaborateurs des émirs hispano-arabes qui exercèrent ces fonctions furent chrétiens et d'origine wisigothe ». D'aucuns pourraient trouver curieux qu'un original latin des *Laudes Hispaniae* contienne des comparaisons avec la Chine et les Turcs (p. 84). Mais ce ne sont que mécréants, ignorant que « l'éloge d'al-Andalus de *Cron. Moro Rasis*, repris dans *Primera Cron. Gral.*, n'était que refonte des *laudes* latines et que l'original correspondait au *dīwān al-ʿaǧam* » (p. 88, 105, 132-133).

Pour équilibrer ces affirmations, J.V. « doute que la politique fiscale d'al-Murādī soit pour quelque chose dans le grand soulèvement nord-africain » et de la « prétendue origine berbère des Banū ḏī l-Nūn » (p. 193, 250). Mais que ne saurait-on espérer de quelqu'un qui fait tour à tour de Cordoue un rectangle puis un cercle, dont le *Guide bleu* constitue l'autorité en matière d'histoire pharaonique (p. 59) et pour qui « Espana en el s. VIII » (p. 245) est la source des conclusions de Cl. Cahen sur les *ǧawālī*... Pour un lecteur peu averti des dessous hispaniques, il peut paraître

BCAI 6 (1989) J. Vallve: La división territorial de la España musulmana, recensé par P. Chalmeta
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

surprenant qu'un organisme — qui se veut de recherche scientifique, tel que le C.S.I.C. — publie un livre caractérisé par l'absence absolue de bibliographie, le manque total d'index et une unique carte de la *kūra* de Tudmīr, probablement pour ne pas entraver l'imagination de qui voudrait essayer de se représenter quelle pouvait bien être la division administrative d'al-Andalus. Quand on se souvient de la rigueur critique et du respect que témoignait pour les textes, il y a un siècle, Fr. Codera, savant éponyme fondateur de l'arabisme hispanique, on ne peut que trouver absolument anormal — dans le contexte de la recherche actuelle — la publication d'une telle *División administrativa...*

Ceci pour le fond; passons maintenant à la forme. Dans cet effort pour convaincre le lecteur de la vérité de thèses tant soit peu *sui generis,* J.V. emploie deux procédés. Le premier consiste à réitérer la même affirmation à divers endroits en renvoyant toujours à son affirmation antérieure, dans une chaîne où, au bout du compte, aucune source n'est citée. L'autre procédé consiste à donner les références, non pas après la citation du texte, mais à la suite de ses élucubrations personnelles; de manière à ce que le lecteur, s'il ne vérifie pas constamment les textes arabes, croie que ceux-ci étayent les affirmations énoncées. Signalons aussi plusieurs identifications de toponymes qui sont manifestement erronées (surtout celles de la région de Lerida) ou celle, assez fantaisiste, de *Bān wa Mān* avec S. Juan de la Peña...

En clair, que reste-t-il de ces 340 pages, dont un tiers à peine sur la division territoriale d'al-Andalus? Un amas de fiches mises bout à bout, que J.V. n'a pas réussi à maîtriser, encore moins à « construire », et dont il serait utopique de supposer que le lecteur — sans index — arrive à tirer grand profit... On s'en voudrait pourtant de dénier qu'il y a eu collecte de textes et de données (produits des diverses régions et références aux limites administratives). Mais tout ceci sans distinguer entre les tranches chronologiques et, surtout, sans avoir saisi que l'important n'est pas tant le concept de *kūra* que celui de *madīna.* Dans al-Andalus, tout s'organisait autour de la *madīna.* Je n'en veux pour preuve qu'un fait constant et répété : dès que nous disposons de textes précis assez nombreux pour pouvoir effectuer des comparaisons et des recoupements, il arrive que divers auteurs (et même parfois le même) se contredisent au sujet des *kuwar,* jamais avec les *mudun* où coïncident toujours destitutions et nominations de gouverneurs...

Pedro CHALMETA
(Universidad de Zaragoza)

David WASSERSTEIN, *The Rise and Fall of the Party-Kings : Politics and Society in Islamic Spain (1002-1086).* Princeton, Princeton University Press, 1985. XIII + 338 p., 4 cartes.

David Wasserstein, professeur à Dublin, propose dans ce livre la première tentative de synthèse sur cette période complexe de l'histoire de l'Espagne musulmane traditionnellement désignée sous le nom de « taifas », qui correspond pratiquement au XI^e siècle et va de la crise du califat de Cordoue (1009-1031) à la venue dans la péninsule des Almoravides. Le découpage chronologique annoncé surprend un peu. Il pouvait être compréhensible de vouloir inclure la fin de la période amiride, c'est-à-dire les dernières années de la phase de puissance et de « grandeur » du califat, sous le fils du grand *ḥāǧib* (« chambellan ») al-Manṣūr, ʿAbd al-ʿAzīz al-Muẓaffar,

BCAI 6 (1989) J. Vallve: La división territorial de la España musulmana, recensé par P. Chalmeta
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net